



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

---

## L'intensification en 1985, le point de vue d'un professionnel ....

P. Neeser

### Résumé

Mise en place dans les années 60 avec un objectif d'autosuffisance alimentaire, l'Europe Verte se retrouve excédentaire dans les années 80, alors que la crise mondiale a diminué un peu partout le pouvoir d'achat. Faut-il - et avec quels moyens - poursuivre une politique d'intensification de la production agricole ? Le Livre Vert de la CE envisage une politique de quotas, ou encore une réduction drastique des prix... Ne vaut-il pas mieux rechercher, avec la participation financière des producteurs, de nouveaux débouchés (transformations industrielles du blé, débouchés ibériques...), entreprendre d'importants investissements collectifs et organiser les marchés, pour ne pas être surpris par la mutation considérable prévue d'ici à la fin du siècle ?

---

### Citer ce document / Cite this document :

Neeser P. L'intensification en 1985, le point de vue d'un professionnel ..... In: Économie rurale. N°171, 1986. L'intensification en question. Nouveaux termes pour un vieux débat. 1re Partie. pp. 3-4;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1986.3732>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1986\\_num\\_171\\_1\\_3732](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1986_num_171_1_3732)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## L'INTENSIFICATION EN 1985 : le point de vue d'un professionnel

Ph. NEESER\*

### Résumé :

Mise en place dans les années 60 avec un objectif d'autosuffisance alimentaire, l'Europe Verte se retrouve excédentaire dans les années 80, alors que la crise mondiale a diminué un peu partout le pouvoir d'achat. Faut-il - et avec quels moyens - poursuivre une politique d'intensification de la production agricole ? Le Livre Vert de la CE envisage une politique de quotas, ou encore une réduction drastique des prix... Ne vaut-il pas mieux rechercher, avec la participation financière des producteurs, de nouveaux débouchés (transformations industrielles du blé, débouchés ibériques...), entreprendre d'importants investissements collectifs et organiser les marchés, pour ne pas être surpris par la mutation considérable prévue d'ici à la fin du siècle ?

Quand l'Europe verte s'est mise en place au début des années 60 et pendant les années 70, il n'était pas question de limiter la production. Bien au contraire, l'objectif était de devenir autosuffisant. Durant cette période, la production céréalière de la CEE passe de 67 millions de tonnes à plus de 130 millions de tonnes amenant la Communauté au 5<sup>e</sup> rang mondial ; le marché mondial des céréales augmente bon an mal an de 5 millions de tonnes. On ne parle pas alors de contrainte budgétaire bien qu'il aurait déjà fallu à cette époque mieux contrôler un certain nombre de dépenses excessives, comme les opérations distillations préventives qui ont encouragé l'augmentation de la production viticole de mauvaise qualité, le sucrage des vins qui a permis à l'Allemagne de tripler sa production (de 4 à 12 Mhl de vin), ou les opérations beurre de Noël destinées à liquider des stocks des opérateurs qui ne travaillaient que pour la mise à l'intervention. Les produits de substitution importés commencent dès les années 70 à concurrencer sérieusement les céréales sur le marché intra-communautaire et font regretter que les négociateurs européens n'aient pas institué à l'origine un prélèvement à l'entrée dans la CEE pour ces produits ainsi que sur le soja.

### CRISE MONDIALE ET RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

C'est à la même époque que le contexte économique mondial doit faire face à une série d'événements qui vont

peser lourd sur l'avenir des producteurs. En 1971, c'est la décision américaine de non convertibilité du dollar en or et le début du flottement des monnaies. Puis c'est le premier choc pétrolier en 1973 suivi d'un second qui provoquent un très net ralentissement des échanges mondiaux et un endettement considérable des pays en voie de développement. Mis à part l'URSS, qui représente actuellement le quart des échanges mondiaux de céréales, la majorité des pays auxquels nous vendions nos produits sont devenus pour la plupart insolvable. Hausse du pétrole, hausse des taux d'intérêt, hausse du dollar, provoquent une stagnation brutale du marché mondial des céréales. Tous les Etats ont été forcés de pratiquer une politique de restriction budgétaire, y compris dans la CEE. C'est ainsi que la France a accepté le système du plafond de recette budgétaire pour le FEOGA qui ne progressera plus qu'en fonction de l'évolution du revenu intérieur brut. Les Etats-Unis se trouvent en face du même problème et souhaitent diminuer l'aide à l'agriculture, qui ces dernières années a été considérable et même supérieure à celle que consent la CEE, par le vote d'un « Farm bill ».

### UN CONTEXTE NOUVEAU

Depuis le début des années 80, l'Europe est donc devenue excédentaire dans presque tous les domaines de la production agricole alors que le pouvoir d'achat diminue un

\* Président de l'AGPB (Association générale des producteurs de blé et autres céréales), 8 avenue du Président Wilson 75116 Paris.

peu partout dans le monde, y compris dans la CEE. Dans ces conditions peut-elle poursuivre une politique d'intensification de la production agricole sans moyens supplémentaires ? Compte tenu de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal au Marché Commun, qui risque d'absorber tout le supplément de recettes prévues par les chefs d'Etat et de gouvernement au Sommet de Fontainebleau, la réponse doit être circonstanciée. Tout dépend en réalité des opportunités qui pourraient se présenter sur le marché mondial et d'une distribution différente des productions en Europe.

Sur le marché mondial, la politique développée par les Etats-Unis influera fortement le niveau des échanges mais il n'est pas exclu, selon les experts du Plan en France, qu'une politique intelligente vis-à-vis des pays en voie de développement ne débouche à court terme sur un rétablissement du marché mondial.

En Europe, la baisse de la natalité ne constitue pas un facteur favorable pour l'expansion de nos débouchés agricoles et alimentaires. Si l'on passe en revue les différentes productions, la demande de viande bovine va très certainement diminuer compte tenu du fléchissement du niveau de vie ; mais nous devrions retrouver un bien meilleur équilibre d'ici deux à trois ans, à condition que les éleveurs sachent s'organiser à cause de la diminution du nombre de vaches de réforme (quotas laitiers). Les secteurs de la viande de porc et de volaille devraient encore se développer. Pour le lait, le problème est réglé, il aurait fallu le faire plus tôt.

Pour le sucre, l'Europe est obligée de réduire sa production et si de nouvelles destinations industrielles ne sont pas mises en place, rien qu'en France une quinzaine de sucreries seront obligées de fermer leurs portes. Les cultures d'oléagineux et de protéagineux peuvent être considérablement développées mais elles sont confrontées à la concurrence des productions, notamment américaines, qui entrent sans droit de douane dans la Communauté. Dès cette année d'importantes superficies de tournesol, de colza ou de pois protéagineux vont remplacer les céréales dans les exploitations, mais elles risquent d'entraîner des coûts budgétaires supplémentaires pour la CEE et de déboucher tôt ou tard sur une baisse des prix garantis.

#### **LA FAUSSE ALTERNATIVE DU LIVRE VERT**

Partant du postulat de la contrainte budgétaire, la Commission européenne a présenté cet été un document de réflexion sur les perspectives de la politique agricole commune ou « Livre vert ». Elle nous propose en réalité une fausse alternative : ou bien une réduction drastique des prix, ou bien une politique de quotas pour les céréales qui serait inapplicable sauf à décider d'appliquer des quotas à l'ensemble des productions. Les experts de Bruxelles préfèrent la première solution et se déclarent prêts à l'accompagner d'aides directes au revenu sans préciser d'ailleurs d'où viendront les fonds pour les financer. Ils ne font par

ailleurs aucune référence aux problèmes des pays en développement avec lesquels l'Europe entretient des relations suivies au travers de la convention de Lomé. Une troisième voie serait possible, mais dangereuse : il s'agit de la renationalisation de la politique agricole commune. C'est la thèse de la coresponsabilité des états-membres, mais elle débouche inévitablement sur la destruction des mécanismes communautaires.

#### **UNE AUTRE SOLUTION : LA PARTICIPATION**

Il ne faut pas éluder les problèmes budgétaires de l'Europe mais envisager une participation financière des producteurs à la recherche de nouveaux débouchés, en particulier pour les céréales. C'est ce que proposait le vice-président des Chambres d'agriculture, Gérard de Caffarelli, voici déjà cinq ans. Nous allons nous trouver à l'horizon 1991-92 avec 15 millions de tonnes supplémentaires à écouler dans la CEE. Nous estimons, pour notre part, qu'il est possible de leur trouver une destination : en premier lieu, en développant leur transformation en éthanol-carburant, le meilleur recours pour maîtriser un certain potentiel de production ; ensuite, en consolidant le secteur industriel de l'amidon en y mettant le double de ce qui est actuellement prévu (200 millions d'écus) ; en encourageant également le développement de la lysine (notamment en valorisant, en Europe, le procédé mis au point par Rhône-Poulenc, plutôt que le voir réaliser ailleurs) ; enfin en profitant des nouveaux débouchés ibériques : l'Espagne et le Portugal) importent actuellement de l'ordre de 9 millions de tonnes de céréales.

Nous allons connaître, d'ici à la fin du siècle, une mutation considérable. Déjà 350 000 agriculteurs assujettis à la TVA représentent en France les 3/4 du volume de la production agricole. Sur un million d'agriculteurs français, 400 000 n'ont pas de successeurs. Deux évolutions très importantes sont nécessaires en matière de formation des agriculteurs (encore notoirement insuffisante) et de structures d'exploitations. C'est d'autant plus indispensable que nous allons connaître dans les quinze ans à venir des innovations considérables qui vont se traduire par de nouvelles augmentations de productivité. Mais cette mutation que nous allons connaître va nécessiter d'importants investissements collectifs et d'organisations des marchés si nous ne voulons pas nous voir confisquer nos marges de progrès pour la domination de la grande distribution. Au bout du compte, si l'horizon immédiat apparaît assez sombre et difficile pour de nombreuses productions agricoles, l'horizon 2000 ouvre, à notre avis, des perspectives bien meilleures. Les producteurs, dans l'optique de la prospection et la valorisation de nouveaux débouchés, sont prêts dès 1986 à apporter leur aide à la CEE pour qu'elle ait les moyens de développer cette nouvelle politique agricole commune.